

id **IMAGINE DEMAIN**

BIMENSUEL TOGOLAIS D'INFORMATION GENERALE

VENDREDI 29 NOVEMBRE 2019

N° 005

300 FCFA



Dr Aubin Kodjovi Thon : les ambitions du candidat

« Quelle est ma part dans la construction et la réalisation du rêve togolais (un Togo socialement soudé et économiquement fort) ? ». C'est l'une des raisons qui sous-tendent l'engagement d'Aubin Kodjovi Thon en politique. Pour cet économiste-analyste togolais qui a passé dix huit ans aux États-Unis, il est temps que les togolais « disent NON au développement de la politique et s'engagent pour une politique de développement ». A 43 ans, Aubin Kodjovi Thon ...

PAGE 2

ECONOMIE

Moyens de paiements électroniques: pertinence pour les Economies en développement



PAGE 6

DEVELOPPEMENT

Grace au PASA, un exploitant agricole gère sa retraite en toute tranquillité



PAGE 3

POLITIQUE

Depuis hier et aujourd'hui vendredi, se tient le Forum HCTE-Réussites diaspora



PAGE 2



Finance digitale : les startups togolaises peuvent-elles devenir compétitives ?

L'industrie des applications mobiles est en vogue dans de nombreux pays sur le continent. Le Togo n'en fait pas exception. Dans le secteur de la finance digitale, il existe des startups ou des applications mobiles créées par des Togolais. A l'heure où le Togo fait ...

PAGE 4-5



Peter ANTHONY, le Togolais qui s'est imposé dans l'univers de la mode

PAGE 8



"Mon quartier, ma priorité", un projet communautaire novateur dans les Cantons de Lomé

PAGE 8

Dr Aubin Kodjovi Thon : les ambitions du candidat

« *Quelle est ma part dans la construction et la réalisation du rêve togolais (un Togo socialement soudé et économiquement fort) ?* ». C'est l'une des raisons qui sous-tendent l'engagement d'Aubin Kodjovi Thon en politique. Pour cet économiste-analyste togolais qui a passé dix huit ans aux États-Unis, il est temps que les togolais « disent NON au développement de la politique et s'engagent pour une politique de développement ». A 43 ans, Aubin Kodjovi Thon fut le premier à avoir annoncé ses intentions d'être candidat pour la prochaine élection présidentielle en 2020. Le mouvement "Nouvelle Vision", dont il est le fondateur, l'a investi, le samedi 26 octobre 2019 devant près d'un millier de personnes à Agora Senghor.



Aubin Kodjovi Thon

« La magistrature suprême s'est imposée à moi, comme étant un outil indispensable pour atteindre ma finalité. Et cette finalité trouve ses racines dans mon assurance de ma mission à sauver ma génération en créant les conditions de l'épanouissement socio-économique pour chaque citoyen », explique-il.

Mais précise-t-il, « la magistrature suprême n'est pas ma finalité mais plutôt un outil et mon engagement est pour l'accomplissement d'une vision que j'ai reçue. Je ne mourrai pas tant que je n'aurai pas accompli la mission pour laquelle je suis appelé ».

Sa finalité, c'est « de construire un Togo de paix, de sécurité et surtout soudé et émergé qui permet à chacun de ses fils et filles de rêver en ayant les garanties, les paramètres et les instruments nécessaires pour réaliser leur rêve" Après son départ des

États-Unis en 2001, Aubin Kodjovi Thon s'est engagé dans la lutte contre la misère et la pauvreté en Afrique notamment à travers l'Organisation non gouvernementale "Charity International". A partir de 2009, cette ONG devenue « Togolese Fondation » qu'il a présidée durant plusieurs années, a mené des actions sur les plans de l'éducation, la santé, la citoyenneté etc.

Dr. Aubin Thon témoigne avoir organisé la première fois au Togo, la semaine de la diaspora en 2013, qui est désormais un événement biennal. "Je veux juste mettre mon leadership et mes compétences au service du peuple togolais" rassure-t-il.

Un programme de développement autour de 5 points prioritaires Ce docteur en administration et en leadership et son mouvement « NOVI » ont élaboré un programme de société réparti en

cinq points: primo, un modèle économique qui permettra d'équilibrer la structure de développement socio-économique et administrative de tout le pays; secundo, un programme agricole décentralisé avec un schéma structuré et polarisé promouvant une agriculture et une industrialisation d'échelle capable de garantir aux togolais une autosuffisance alimentaire (...); troisièmement, un système éducatif en phase avec le modèle économique et au service du développement; ensuite une industrie touristique et culturelle innovante capable de faire des touristes les animateurs de la vie économique du Togo surtout dans le commerce ; et enfin un État entrepreneur en mettant en place un modèle d'entrepreneuriat soutenu.

La rédaction

Depuis hier et aujourd'hui vendredi, se tient le Forum HCTE-Réussites diaspora

Les délégués-pays élus du Haut Conseil des Togolais de l'Extérieur (HCTE) interpellés par la cause de la nation ont répondu à l'appel ce jeudi 28 Novembre 2019 pour participer au forum « HCTE-Réussites Diaspora » qui se poursuit aujourd'hui.



Robert DUSSEY

Les 77 délégués-pays du Haut Conseil des Togolais de l'Extérieur (HCTE) ont exprimé leur attachement à leur pays d'origine le Togo. Ils ont regagné le bercail cette semaine sur demande des autorités politiques, dans le cadre du « Forum HCTE-Réussites diaspora », jeudi 28 et vendredi 29 novembre 2019 à Lomé.

La cérémonie d'ouverture a été présidée ce jeudi par le professeur Robert Dussey, ministre des affaires étrangères, de l'intégration africaine et des Togolais de l'Extérieur.

« Il existe deux façons d'être créatif. On peut chanter et danser ou on peut créer un environnement où les chanteurs et les danseurs peuvent se développer », dit Warren BENNIS. Le Gouvernement a opté pour la seconde voie et travaille à fournir à la diaspora les capacités fonctionnelles de base indispensables. Quand la diaspora réussit, et c'est la conviction du Gouvernement, c'est le Togo qui gagne. En travaillant à réussir, chacun de nos compatriotes, où qu'ils soient, aident notre pays à réussir", a déclaré Robert Dussey, au cours de son discours de circonstance.

La diaspora est un partenaire au développement de premier ordre et c'est dans cette optique que le Gouvernement togolais apprécie la qualité de sa mobilisation. Ce forum vient justement installer et édifier les élus du HCTE sur la portée de la mission et des responsabilités qui leur sont dévouées.

"Vous avez choisi d'accomplir une mission noble, celle d'être les ambassadeurs de vos pairs de la diaspora auprès du Gouvernement et dans vos pays de résidence. Cette manifestation de deux jours vous permettra de mieux connaître vos rôles, les attributions et le statut du Délégués pays, les relations entre les Délégués pays et les missions diplomatiques et consulaires de notre pays ainsi que de disposer des informations utiles sur les facilités et les possibilités que la nation offre à la diaspora en guise d'accompagnement et d'aide à l'initiative", informe le Ministre.

Les activités du Forum « HCTE - Réussites diaspora » viennent donner un déclic pour le Togo qui offre l'opportunité à ses filles et fils de l'extérieur de participer d'avantage aux questions de développement et de plus s'impliquer dans la vie socio-politique et économique du Togo.

Au cours du forum, il est prévu, des ateliers, sessions, diners, sorties et la grande soirée dénommée « nuit des réussites diaspora ».

Koffivi Kami AGBETOU

Développement à la base : assurer le « minimum vital commun » aux communautés

Le contexte socio-économique au Togo est marqué par la persistance de la pauvreté au sein de la grande majorité des 6,2 millions d'habitants que compte le pays. L'extrême pauvreté qui touche une grande partie de la population du pays a amené le gouvernement à développer un nouveau paradigme centré sur l'accès au minimum vital commun en 2008, à travers l'approche de développement à la base et l'inclusion des groupes vulnérables. Ce nouveau paradigme s'attaque à la réduction de la vulnérabilité des populations à la base en prenant en compte leurs besoins réels et vitaux dans l'élaboration et la mise en œuvre des stratégies et programmes de développement.

Pour concrétiser cette nouvelle approche, le gouvernement a mis en place en septembre 2008 le ministère chargé du développement à la

base, avec pour mission de mettre en œuvre des actions destinées à répondre aux besoins fondamentaux des populations les plus pauvres du Togo, tant en milieu rural

que dans les zones urbaines et périurbaines afin de lutter contre la pauvreté dans le pays. L'objectif clairement visé est d'assurer durablement

à l'horizon 2032, un accès universel de toutes les communautés et organisations à la base du Togo au minimum vital commun.

Le concept de « minimum vital commun » se définit comme un ensemble de besoins de base légitimes de la population, couvrant des domaines aussi cruciaux que variés dont six apparaissent comme primordiaux dans le vécu des togolais: (i) l'alimentation et la nutrition ; (ii) la santé ; (iii) l'éducation ; (iv) l'accès à l'eau potable et à l'hygiène (v) le développement de la capacité des populations à générer la richesse (énergie, services financiers etc..) ; (vi) le désenclavement des localités (pistes rurales..).

Avec l'adoption du PND, le développement à la base se trouve plus que jamais dans une logique de transversalité et de consubstantialité du développement.

En effet, le ministère du développement à la base de l'artisanat et de la jeunesse, œuvre depuis 2008 à contribuer à l'objectif global du PND qui est de transformer structurellement l'économie, pour une croissance forte, durable, résiliente, inclusive, créatrice d'emplois décents pour tous et induisant l'amélioration du bien-être social. A travers le renforcement des capacités des communautés à la base, la valorisation des potentialités productive locales, l'amélioration des infrastructures de base, la promotion des filets sociaux, la promotion de l'insertion socio-économique des jeunes et des artisans, l'éducation et la sensibilisation de la jeunesse à son rôle central de maillon fort et de levier pour le développement, notre action se place résolument dans la dynamique du PND.

Ainsi, la mise en place de l'Agence Nationale de Développement à la base (ANADEB) et le Programme National de développement de la Plateforme Multifonctionnelle (PN-PTFM) constituent autant d'initiatives pour faire de l'inclusion sociale et financière une réalité au Togo.

L'ANADEB qui constitue le bras opérationnel du ministère chargé du

développement à la base vise à assurer la mise en œuvre de la Politique Nationale du Développement à la Base (PNDB) et veiller à l'intégration de la dimension « développement à la base » dans les politiques, plans, programmes et projets de développement.

Elle regorge en sein plusieurs projets/programmes que sont :

- Programme de Soutien aux Microprojets d'Infrastructures sociocommunautaires (PSMICO)

- Programme de Développement Communautaire en Zones Urbaines (PDC-ZU)

- Projet de Soutien aux Activités des Groupements/Plantes à racines et tubercules (PSAEG/PRT)

- Projet d'accompagnement des communautés autour de l'entretien manuel des pistes et des routes par le cantonnement

- Projet de filets sociaux et services de base (FSB)

- Projet d'opportunités d'emploi pour les jeunes vulnérables (EJV).

Le PN-PTFM quant à lui vise à contribuer à l'accroissement des revenus et à l'amélioration des services sociaux de base (éducation, santé, hydraulique) en faveur des populations rurales, à travers un accès élargi aux services énergétiques fournis par la Plateforme Multifonctionnelle (PTFM).

A travers toutes ces initiatives, le gouvernement souhaite parvenir à une responsabilisation accrue et à une autonomisation progressive des populations cibles (groupements, femmes, jeunes, artisans...).

En suscitant des dynamiques locales, et en mettant l'accent sur la mutualisation des ressources, l'auto prise en charge des communautés à la base contribuera à un développement durable et inclusif bâti sur des valeurs d'entraide, de solidarité et de responsabilité partagée.

Lina Yedibahoma

Grace au PASA, un exploitant agricole gère sa retraite en toute tranquillité

Alors qu'il était fonctionnaire d'état, Tchaa AKATA avait un projet : avoir une ferme d'élevage de moutons. Il le concrétise après être admis à la retraite. Eleveur de petits ruminants à Adjengré dans la préfecture de Sotouboua, M. AKATA a été soutenu par le Projet d'Appui au Secteur Agricole (PASA) en 2014. Ce qui lui a permis d'accroître sa production.



Tchaa AKATA dans sa bergerie.

Située dans le quartier dénommé "Dépôt", à l'entrée sud du village d'Adjengré dans la préfecture de Sotouboua (nord du Togo), la ferme d'élevage de petits ruminants « AKATA » est créée en 2012. Elle a intensifié ses activités après l'admission à la retraite de M. AKATA en 2014.

En ce temps-là, un agent de l'Institut de Conseil Agricole du Togo (ICAT), de passage dans le milieu, a découvert le troupeau de moutons de la ferme. Celui-ci proposa ses services techniques à M. AKATA pour qui, ce fut le début d'une nouvelle aventure. Dès lors, son activité bénéficie d'un suivi régulier et d'une meilleure organisation.

Quelques mois plus tard, la ferme a été sélectionnée puis obtient un soutien financier du PASA. Cet appui était destiné à faire accroître l'effectif du cheptel. Grâce à ce financement, un bâtiment composé de trois enclos et un magasin a été construit. De nouvelles races de moutons ont été achetées.

Pour l'ancien directeur régional de l'action sociale devenu exploitant agricole, le

PASA a apporté une bouffée d'oxygène à son élevage. Il a pu recruter un berger permanent, un vétérinaire et des ouvriers temporaires. La ferme compte aujourd'hui quelque centaine de têtes de bêtes. Son propriétaire se réjouit d'avoir déjà fait un chiffre d'affaire de près d'un million de francs CFA de la vente de ses produits.

Comme toute activité, la ferme AKATA rencontre aussi des difficultés. Celles liées à la peste bovine, des problèmes génétiques et l'état de santé des bêtes, l'approvisionnement en aliments surtout dans la période de la saison sèche.

La ferme est ouverte au marché local et régional. Elle augmente son chiffre d'affaire en périodes de fêtes et des funérailles. Le coût d'une tête de bête peut varier de 35 à 90 mille francs CFA.

M. AKATA apprécie à sa juste valeur la politique mise en œuvre aujourd'hui par le Ministère de l'Agriculture, de la Production Animale et Halieutique (MAPAH) et surtout l'appui qu'il ne cesse d'apporter aux producteurs. Etre plus à l'écoute des agriculteurs

et les accompagner de façon régulière, c'est le vœu qu'il formule à l'endroit des cadres du MAPAH.

L'élevage étant un processus complexe interactif et à multiples composantes, dépendants des ressources foncières, animales, humaines et hydriques de même que de l'investissement en capital, la ferme AKATA a besoin d'un accompagnement et d'un suivi rapproché si elle doit un jour passer du système de pâturage à un système industriel orienté vers la transformation.

« Le secteur agricole et agroalimentaire tient une place majeure dans le Programme National de Développement (PND 2018-2022), et demeure l'épine dorsale de l'économie et de l'emploi au Togo », répètent les autorités. Et, « le PASA s'articule bien avec le PND, dans lequel, le gouvernement avec l'appui de la Banque mondiale (BM) s'est engagé à assurer la sécurité alimentaire, accroître les revenus des exploitants et améliorer les conditions de vie des populations » a assuré Noel BATAKA, le Ministère de l'Agriculture, de la Production Animale et Halieutique (MAPAH).

Aujourd'hui, « dans la phase additionnelle du PASA, il est envisagé de faire migrer les meilleurs éleveurs opérant à échelle familiale à un statut d'éleveurs semi-modernes opérant comme de véritables entrepreneurs en élevage et capable d'alimenter les marchés en produits d'élevage (volailles locales et petits ruminants sur pieds) » souligne la cellule de communication du MAPAH.

Imagine Demain avec Claude N'TALE (Agro infos)

Finance digitale : les startups togolaises peuvent-elles devenir compétitives ?

L'industrie des applications mobiles est en vogue dans de nombreux pays sur le continent. Le Togo n'en fait pas exception. Dans le secteur de la finance digitale, il existe des startups ou des applications mobiles créées par des Togolais. A l'heure où le Togo fait des avancées en matière d'inclusion financière et d'usage des services financiers digitaux (e-money, e-paiement...), les startups fintech togolaises en tirent-elles profit ?

Les pays africains francophones réalisent des progrès en matière d'inclusion financière. Plus particulièrement le Togo enregistre une bonne progression. Selon la Banque Mondiale, à la fin de 2017, 45% de la population adulte au Togo étaient incluses financièrement. 31% de cette population adulte a réalisé un paiement digital.

Tous les observateurs sont unanimes, le numérique est un levier et un accélérateur de la finance inclusive. Parmi les acteurs qui contribuent au développement des paiements digitaux sur le continent africain, se trouvent les acteurs classiques que sont les banques, les institutions de microfinance, les opérateurs de téléphonie mobile. S'y ajoute un nouveau type d'acteurs que sont les « startups fintechs ».

Fintech, c'est l'appellation pour tous les fournisseurs de solutions technologiques innovantes en matière de services financiers. Elle englobe d'une part les fournisseurs d'infrastructures, les acteurs qui ont des écosystèmes larges telle que la société Apple, et d'autre part les startups. MICROSAVE CONSULTING (MSC), un cabinet de conseil international spécialisé en inclusion financière économique et sociale a mené une étude dans 6 pays francophones : Bénin, Côte d'Ivoire, Mali, Togo, République Démocratique du Congo, Sénégal, et le Togo.

« Trois hypothèses ont conduit à cette étude », a-t-on appris. Primo, « les startups fintechs ont le potentiel de contribuer significativement à l'inclusion financière dans

les pays de la zone Afrique francophone ». Secundo, « ces jeunes pousses de la finance digitale, pour l'instant, proposent des solutions qui ne sont pas encore bien adaptées aux populations à faibles et moyens revenus surtout les femmes, les jeunes et les micros entreprises ». Troisièmement, « pour que ces startups fintechs puissent être viables et avoir un impact en termes d'inclusion financière, elles doivent nouer des partenariats importants ».

Les objectifs de l'étude étaient d'identifier ces startups fintechs, déterminer les obstacles et les opportunités auxquels ils font face et émettre des recommandations opérationnelles afin d'améliorer l'écosystème de la finance digitale.

Yacine Bio-Tchane, consultante à MSC, a étudié la cartographie des fintechs au Togo et a présenté le rapport lors du LOME FINTECH FORUM organisé le 26 septembre 2019 à la Chambre du Commerce et d'Industrie du Togo (CCIT) à Lomé par l'Association AFRICA FINTECH FORUM et sa branche de Lomé, LOME FINTECH ASSOCIATION. L'événement a rassemblé des entrepreneurs, startups fintechs, banquiers, développeurs, incubateurs.

Les startups fintechs togolaises à la croisée des chemins

A la question de savoir « connaissez-vous des startups togolaises ou des applications créées par des jeunes développeurs Togolais dans le secteur de la finance digitale ? », beaucoup lui répondent « non ». Mme Bio-Tchane a rencontré des difficultés à recueillir des informations sur les fintechs au Togo.



« C'est de fil en aiguille que j'ai pu établir finalement certains contacts », a-t-elle-souligné.

Des recherches de la consultante, il en ressort que les fintechs au Togo représentent « une offre diversifiée mais peu connue et utilisée par les populations ». Elles sont en majorité gérées par des informaticiens ou développeurs. Il est bien vrai que cette tendance n'est forcément pas atypique au Togo. Sauf que dans d'autres pays, d'autres profils sont identifiés alors qu'au Togo fort est de constater que la quasi majorité des promoteurs sont les développeurs d'applications.

La plupart sont jeunes et ont moins de 35 ans. En termes de solutions, ils ont des offres différentes. Sur 6 startups fintechs recensées, 3 ne sont pas (ou plus) opérationnelles. Les modèles économiques pour la plupart de ces fintechs sont basés sur des commissions. La moyenne des commissions sur les transactions varie autour de 4%. La majorité des fintechs togolaises s'autofinancent. Par contre dans les autres Etats, 2/3 de ces startups sont financés sur fonds propres

mais de plus en plus d'instruments financiers, des actionnaires ou des investisseurs potentiels accompagnent les jeunes startups.

Parmi les startups fintechs au Togo, la startup PAYGATE propose un agrégateur de paiements (mobile money) et s'autofinance grâce aux activités de son promoteur, un développeur âgé de moins de 35 ans. Elle perçoit des commissions sur les transactions. La startup SEMOA, fondée par un ingénieur Informaticien, âgé de moins de 35 ans propose divers produits. Il perçoit des commissions sur les transactions et des frais de licence mutualisée ou annuelle. Il s'autofinance avec le concours d'autres actionnaires. Quant à « CAGECFI », elle met à la disposition des Institutions de Microfinance (IMF), une plateforme pour le crédit digital.

L'« Etoiles Diez Pay », plateforme de paiement pour le transfert d'argent, règlement de facture et achat en ligne n'est plus utilisable.

La startup « MOJIPAY » qui propose une application mobile pour le transfert d'argent entre l'Europe et l'Afrique, est en attente d'obtenir les autorisations

nécessaires pour son exploitation.

Les opportunités

Dans les 6 pays où l'étude a été menée, le Togo occupe la 1ère position en termes d'adoption de services financiers digitaux. « La courbe de croissance entre 2014 et aujourd'hui est phénoménale » déclare Madame Bio TCHANE qui précise « le rôle important que joue le gouvernement Togolais ».

Il est vrai que tous les pays de l'UEMOA se donnent les moyens d'être au diapason de l'ère numérique à travers la mise en place du support technique nécessaire pour faciliter l'usage des TIC (technologie de l'Information et de la Communication).

Au Togo, on constate que le gouvernement va plus loin en mettant en place des produits financiers digitaux comme agri-PME, le « transfert monétaire de l'ANADEB », qui permettent d'effectuer directement des paiements dans les portefeuilles électroniques des populations. Les paiements se feront par la suite au niveau des terminaux appropriés.

Certains bénéficiaires, qui jadis, n'utilisaient pas les services financiers digitaux, étaient contraints d'avoir un compte pour recevoir les subventions. En somme, ces projets du gouvernement facilitent l'accélération de l'inclusion financière.

La diaspora togolaise s'intéresse particulièrement à la finance digitale, que ce soit, à travers le développement de solutions, ou de financements. Un fonds devrait être créé par certains Togolais de l'Extérieur pour faciliter l'accès des startups au financement.

Le Togo a avancé comparativement à beaucoup d'autres pays dans l'adoption des solutions financières numériques.

De nombreuses sociétés ou des services administratifs tels que la CEET (Compagnie Énergétique Électrique du Togo), le CFE (Centre de Formalités des Entreprises) ont adopté la digitalisation des paiements des quittances ou factures ce qui n'est pas le cas au Bénin par exemple.

Les défis

Il n'y a pas une réelle synergie entre les différents acteurs du

monde de la finance digitale au Togo. La politique gouvernementale en matière de promotion de la finance digitale s'est focalisée sur les produits du gouvernement lui-même. Les banques ont leurs propres solutions et volent la vedette aux startups qui, parfois, restent dans leur coin et souffrent d'une manque de visibilité. Les fintechs déplorent l'absence des mesures incitatives de la part du gouvernement.

Parfois, ce sont les banques ou surtout les incubateurs qui ne sont pas informés sur les activités des startups fintechs et leur évolution. Il est donc urgent de commencer par aller vers un modèle où il y aura des synergies. D'autant plus qu'au regard de la réglementation de la BCEAO (Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest), les fintechs ne peuvent aller loin si elles n'ont pas de partenariats. Elles ont très peu d'options de produits à promouvoir à moins qu'elles décident de prendre des agréments pour devenir une institution financière et pouvoir gérer de l'argent électronique.

Il est sine qua non pour les fintechs de tisser des partenariats avec les institutions financières, l'État, les IMF pour pouvoir occuper le marché et atteindre les populations. Se déployer

sur les territoires, avoir des agents ou des points de vente, restent très coûteux et demandent une logistique qui nécessite des métiers à part entière. Des partenariats avec les banques et les Institutions de microfinances leur permettront d'avoir aussi une marge de manœuvre vis-à-vis des régulateurs. Les freins au développement des startups fintechs au Togo se retrouvent principalement dans le financement. Ne disposant pas des moyens, ils ont du mal à déployer des stratégies et stimuler le marché.

Par ailleurs, Il y a des fintechs qui ne se sont pas enregistrées dans le registre du commerce. Beaucoup de promoteurs font d'autres activités ou sont employés dans d'autres structures et gèrent leur startups à des heures libres. Les incubateurs, qui devraient les aider, font face eux-mêmes à des problèmes comme l'absence des locaux ou de financement et ne sont pas mieux outillés pour accompagner les jeunes pousses. Il est important d'avoir des solutions d'accompagnement en bonne et due forme pour que les startups fintechs puissent être opérationnelles

toutes ces opérations sans se déplacer. Bindoo est une plateforme de finance numérique qui interconnecte les agences des SFD et les Opérateurs de Téléphonie Mobile (OTM).

Aux SFD, cette application leur permet grâce aux services offerts, de réduire les files d'attente en agences et points de vente, de rendre disponibles leurs services 24h/24 et 7j/7, et de participer ainsi à l'inclusion financière. Tout ceci n'est possible qu'avec Bindoo à travers les services qu'elle permet aux SFD d'offrir à leurs clients : le Mobile Money, le Mobile Banking et le Web Banking.

MEDIA SOFT, basée à Lomé, est une société éditrice de Système d'Information de Gestion (SIG) orienté en particulier vers les Systèmes Financiers Décentralisés (SFD) pour la gestion de leurs activités, et participe ainsi à travers ses produits à la stratégie de l'inclusion financière et la révolution du digitale.

Ses offres connaissent un réel succès au regard des témoignages sur leur fiabilité et du nombre important des SFD qui les utilisent sur le continent, précisément au Bénin, au Burkina Faso, au Burundi, au Niger, en République Démocratique du Congo et au Togo. La « caisse mobile », la « tontine mobile » et le « crédit mobile » sont les contenus déjà commercialisés.

La « Tontine mobile » est une solution mobile de collecte, qui simplifie, accélère et sécurise l'adhésion, la cotisation, le retrait et la géolocalisation. La caisse mobile est la solution mobile qui permet d'effectuer des opérations de caisse sur le terrain.

L'application "Crédit Mobile" sert à enregistrer les demandes de crédit directement sur le terrain, à faire le suivi des demandes de crédit jusqu'au déblocage, à consulter et partager facilement les tableaux d'amortissement et à faire le suivi post crédit.

La startup « SEMOA GROUP » diversifie ses produits.



Les fintechs togolaises sont déterminées à diversifier leurs produits. C'est le cas de SEMOA GROUP fondée par le jeune ingénieur informaticien Edem Adjmagbo. Les produits de SEMOA GROUP:

- SEMOA PRO, une plateforme de paiement de masse sur mobile.
- SEMOA KIOSK qui sont des bornes multiservices permettant de dématérialiser les services et paiements en vue de réduire les queues aux guichets.
- Digital Corner est un

agrégateur de services digitaux en une seule application;

- CashPay est la plateforme dédiée au paiement des commandes e-commerce en Mobile Money ou espèces
- SEMOA SMS permet d'envoyer des messages en masse à tous vos clients (SMS alert, promotions, Informations, merchandising...)
- WhatsApp Banking est une banque à distance ou le mobile banking via Whatsapp.

Au cœur du marché de la Finance digitale

Toujours à la pointe de l'innovation, la société « MEDIA SOFT » lance en février 2020 « BINDOO » une nouvelle application.



Le secteur de la finance digitale s'enrichit d'une nouvelle application dénommée « BINDOO ».

Conçue par la société MEDASOFT, cette application permet aux clients des Systèmes

Financiers Décentralisés (SFD) de gérer eux-mêmes leurs comptes depuis leurs téléphones, tablettes ou encore par leurs ordinateurs fixe.

La consultation de solde, le dépôt d'argent, le retrait, le transfert

de compte à compte, le remboursement de crédits et la demande de crédits chez les SFD sont des besoins quotidiens qui doivent être facilités. L'application BINDOO permet aux clients d'effectuer aisément

Moyens de paiements électroniques : pertinence pour les Economies en développement

A l'échelle mondiale, environ 1,7 milliard d'adultes ne sont pas bancarisés – ne détiennent pas de compte auprès d'une institution financière ou d'un prestataire de services de paiement par téléphonie mobile. Et ce sont 40% des ménages les plus pauvres des pays en développement qui ne sont pas bancarisés alors que les deux tiers de ces mêmes adultes possèdent un téléphone portable et ont accès à Internet, soit par le biais d'un smartphone, d'un cybercafé, d'un réseau wifi public ou privé. L'accès à ces technologies et terminaux mobiles par les adultes non bancarisés peut être donc exploité pour leur inclusion financière, pour le règlement des factures de services publics, le paiement, les transferts, etc.



Leora Klapper, économiste principale au sein de la Banque mondiale, souligne que les avantages des paiements électroniques vont bien au-delà des agréments pratiques que l'on associe généralement à la technologie dans le monde développé. Les services financiers numériques réduisent les coûts et sécurisent l'expédition, le versement et la réception des sommes transférées, avec comme effet induit, un renforcement de l'inclusion financière dont l'importance est également cruciale pour l'autonomisation des femmes.

En effet, l'avènement des moyens de paiements électroniques via téléphonie mobile a plébiscité le développement du commerce électronique, la facilitation des transactions et la détention de porte-monnaie électroniques.

Ainsi, entre 2014 et 2015, le volume mondial des transactions sans espèces a progressé de 11,2% pour atteindre le chiffre de 433 milliards d'opérations. Et d'ici 2020, les paiements électroniques devraient être près de 726 milliards de transactions dans le monde. Dans la zone UEMOA, elle représente en 2016 selon la BCEAO, 735 millions en volume et 11,5 milliards de FCFA en valeur, soit une hausse de plus de 50% par rapport à 2015.

Le Togo à l'instar des autres pays de la sous-région ouest africaine connaît progressivement l'avènement des moyens de paiement électronique. Entre 2013 à 2016, le nombre de comptes de monnaie électronique ouverts dans la zone UEMOA a connu une progression de 229,40%. Cette dynamique a amené le Togo à se doter, depuis Juin 2017, d'une Loi sur les Transactions

électroniques qui fixe les règles générales régissant toute transaction électronique.

300 000 togolais disposent de carte bancaire avec une projection de 100 000 utilisateurs supplémentaires en 2019. Mais c'est la banque mobile et les applications de paiement (mobile money) qui font de beaux jours telles TMoney de Togo Cellulaire, Flooz de Moov et Ecobank Mobile Banking de Ecobank. Ces applications permettent aux utilisateurs d'effectuer (i) des transferts d'argent, transferts vers des comptes bancaires et de comptes bancaires vers un compte Mobile Money, (ii) des paiements de factures (eau, électricité, téléphone, télévision, éducation, etc.), des achats de crédits téléphoniques, des consultations de

soldes, etc. Cependant, malgré la performance des services financiers électroniques, au Togo, il existe un problème d'interopérabilité entre ces systèmes ou applications. Une situation qui pourrait se dénouer si le projet d'interopérabilité TogoPAY se concrétise.

Tout démontre que l'on peut compter sur l'innovation du côté du secteur privé de même que sur l'adaptation rapide et enthousiaste des usagers au paiement électronique. Mais pour tirer plus d'avantages des moyens de paiements électroniques, KAPI Consult recommande un certain nombre d'actions contenues dans son document de recherche « Moyens de Paiements électroniques : Pertinence pour les Economies en Développement, Lomé-Togo mars 2019 ». Il est nécessaire de

reconnaitre que les moyens de paiements numériques répondent à un besoin précis : celui de faciliter les transactions et les échanges commerciaux intelligents. Toute chose égale par ailleurs, les externalités positives sur l'ensemble de l'économie sont prévisibles notamment dans le développement du e-commerce, la réduction de la corruption, l'accroissement de l'inclusion financière et l'autonomisation des femmes.

Pour plus de détail, veuillez-vous approcher du Cabinet KAPI Consult pour l'acquisition du Document. Adresse : 5330, Route de Kpalimé, Immeuble KEOPS, 08 BP : 8535 Lomé-Togo, Tél : (+228) 93 17 01 01. E-mail : info@kapiconsult.com. Site internet : www.kapiconsult.com.

Comprendre tout de la politique budgétaire du gouvernement pour 2020

Pour 2020, le gouvernement inaugurera la méthode du budget-programme, retenue dans le cadre de l'UEMOA, à la différence de la budgétisation basée sur les moyens qui prévalaient habituellement. Dans un contexte économique mondial marqué par des incertitudes liées à la faiblesse de l'activité économique dans les pays avancés et en lien avec les objectifs du PND, il a été opté un arbitrage budgétaire prudent cadrant avec les objectifs d'investissements structurants de l'État dans la transformation du pays.

A cet effet, la loi des finances adoptée repose sur la soutenabilité des finances publiques à travers une amélioration du recouvrement des recettes et une maîtrise des

dépenses afin de dégager un solde budgétaire conforme au standard communautaire. Ainsi, les prévisions du budget de l'État pour 2020 et déjà en étude au niveau de la commission des finances

du parlement s'équilibrent en ressources et en charges à 1466,2 milliards de FCFA, contre 1381,9 milliards en 2019, soit une hausse de 6,2% en raison de l'augmentation des ressources de trésorerie. Dans le même temps, les prévisions de recettes et de dépenses des comptes spéciaux connaîtront une baisse de 28,1% et s'établiront à 2,3 milliards de FCFA. Un réalisme obligeant le gouvernement à axer sa politique budgétaire sur la poursuite de l'amélioration de la mobilisation des ressources

internes, une meilleure allocation des ressources publiques sur la base de l'efficacité des dépenses publiques et la maîtrise du déficit budgétaire. Pour cela, l'Office Togolais des Recettes (OTR) poursuivra l'exécution de son plan stratégique en recherchant une plus grande performance à tous les niveaux et la mise en œuvre de la politique fiscale se poursuivra dans le respect des normes d'harmonisation communautaire des espaces UEMOA et CEDEAO. De même que les recettes

non fiscales.

En ce qui concerne les ressources externes, le gouvernement poursuivra une stratégie d'endettement tout aussi prudente en recourant aux dons-projets et dons-programmes et en privilégiant les emprunts concessionnels tout en veillant à la soutenabilité à moyen et long terme de la dette publique, dans le respect des normes communautaires. Ces ressources seront orientées vers des investissements dans les secteurs porteurs en rapport avec le PND. A l'horizon, plus de déficits susceptibles de perturber les équilibres macro-économiques. Dont acte !

autogo.tg

Peter ANTHONY, le Togolais qui s'est imposé dans l'univers de la mode

Entreprendre pour Peter Anthony s'inscrit dans une culture familiale assumée. Ses parents étaient commerçants. Très jeune, il accompagnait, les samedis, sa mère au grand marché de Lomé où elle vendait des pagnes.



Peter Anthony

Il était aussi fasciné par la mode dès ses plus jeunes âges. « Tous les dimanches, on allait à l'Eglise. A l'Epoque, je n'aime pas porter les habits traditionnels, les pagnes. J'aimais être en costume pour y aller. Ma mère me disait tout le temps que pour toujours

être en costume ou en cravate plus tard il faut bien travailler à l'école.» A Lomé, son ardeur pour la mode a débuté par le mannequinat dans l'agence de Jean-Claude Melon qui reste un modèle en la matière pour lui.

Après son BAC et des

formations en business management, Mawouena Comlan ANTHONY plus connu sous le nom Peter ANTHONY avait le choix de poursuivre ses études en France ou aux Etats Unis. Il préfère poser ses valises à Paris dont il connaissait la réputation comme capitale de la mode.

Et là, la magie ne tarde pas à s'opérer et il réalise son rêve de travailler dans le secteur qui l'a toujours passionné : la mode. Tout a commencé lors d'une rencontre fortuite un soir de décembre dans la capitale française. Peter Anthony, grâce à son élégance, force l'admiration du directeur de la marque AZARRO. Un entretien s'en est suivi quelques jours après dans la maison de la marque. Le jeune étudiant togolais en France s'est montré convaincant et décroche son premier job, bien que saisonnier. Mais le succès survient vite. D'un job d'un mois au départ, la maison AZARRO prolongea son contrat à deux ans. Sa carrière est lancée et Peter abandonna ses études. Il fut débauché par une autre maison de mode, puis par d'autres à l'instar de RAUTUREAU dans les chaussures, sacs et accessoires, et la marque américaine BCBG Max Azria qui habille les femmes.

Responsable de la boutique, il travaille pendant 7 ans chez BCBG Max Azria.

Après 12 ans passés en Europe, M. ANTHONY décide un jour de revenir en vacances au Togo et s'est rendu compte des opportunités à saisir au

pays. Le goût du retour au pays natal l'amène à multiplier les voyages au Togo et à y piloter des projets. Il organisa un grand défilé avec Jenny Kakpo, à l'hôtel Sarakawa, puis un Showroom à l'hôtel Mrode pendant 1 mois avec les produits BCBG. Au cours de cette exposition-vente, il s'est rendu compte que ses produits proposés étaient limités à la haute société et qu'il fallait diversifier l'offre des marques des vêtements pour être à la portée de toutes les bourses. Pour ce challenge qu'est Peter ANTHONY, revenir s'installer en Afrique, prioritairement au Togo, devient pressant. Il s'agissait entre autres pour lui, de permettre aux togolais qui le souhaitent, de ne pas s'habiller dans la rue, mais de recourir au prêt-à-porter de marque, de très bonnes qualités, à des prix raisonnables.

Ce qu'il finit par faire en 2016 en installant à Lomé une boutique de la marque Zara « Empreinte by Zara », puis une autre de BCBG Maxazria, sises à l'immeuble Taba.

A terme, Peter Antony ambitionne ramener sur le continent de nombreuses autres marques dans une perspective de l'ouverture d'un centre commercial au Togo.



id IMAGINE DEMAIN

Récépissé N° 0574/26/07/18/HAAC

Directeur de publication:
Tété B. MENSAH-BOBOE
boboejoseph@gmail.com

Comité de rédaction:

Babatundé Boboe
Lina Yedibahoma
Y-M Akossiwa
Koffi Agbetou

Service commercial:

(+228) 70 35 35 90 / 93 23 17 86

Graphiste:

Eros DAGOUDI (Tél: 91099250)

Imprimerie:

DIRECT PRINT
Quartier Djidjolé

Distribution:

DAMALI Kossi (Tél : 90 74 91 24)

Tirage:

1000 exemplaires

Contacts:

Tél: (+228) 70 35 35 90 / 93 23 17 86

E-mail: bravo_yosef@yahoo.fr

"MON QUARTIER, MA PRIORITÉ", UN PROJET COMMUNAUTAIRE NOVATEUR DANS LES CANTONS DE LOMÉ

« Un corps sain dans un environnement sain » dit-on souvent. A l'initiative d'AKUESTAR CORPORATION, une agence événementielle, les riverains des quartiers de Lomé, jeunes, femmes et artistes se retrouvent chaque week-end pour relever le défi de la lutte contre l'insalubrité à travers le projet "Mon quartier, ma priorité". Le constat vient du fait que certaines localités sont en de piteux états à cause de la négligence humaine et de la mauvaise gestion des déchets. Des dépotoirs naissent ça et là dans les différents quartiers compromettant la santé des habitants d'où la nécessité de mettre à contribution les populations par des actions salvatrices.

« Ce projet vient en appui aux efforts conjugués dans nos quartiers pour le nettoyage et l'embellissement de ceux-ci » et « se veut une plateforme de communication et de sensibilisation autour des devoirs

civiques, l'implication des jeunes dans leurs communautés et le développement socio-culturel », confirment les promoteurs de l'évènement.

Chaque samedi, ils remettent des kits de nettoyage aux communautés. Munis de balais, houes, coupe-coupe, pelles, râtaux, bottes, gants, cache-nez, les jeunes, femmes et artistes sarclent et nettoient les sites publics et les ruelles de leurs quartiers.

Des matchs de football de petits poteaux et d'athlétisme entre handicapés, des prestations de Rollers s'organisent en début d'après-midi dans les quartiers.

Dans la soirée, un spectacle est organisé dans les quartiers. Il permet de faire défiler sur un même podium, d'une part, les jeunes talentueux recensés dans les quartiers dans tous les domaines (chant, danse, théâtre, slam, poésie) et d'autre part, les artistes de la chanson et



humoristes de renom du Togo. "Mon quartier, ma priorité" est déjà passé dans les Cantons de Baguida et Aflao-Sagbado, les 19 et 26 Octobre et Aflao-Gakli, Doumassesse les 02, 09 novembre 2019.

Samedi 23 novembre, les communautés étaient fortement mobilisées à rendre propre le canton d'Amoutieva à Lomé. Des artistes de la chanson et humoristes, Mihesso, Precious, Lord carlos,

Rode, Edem Drackey, Capitaine Marus, Oli Big, Max Fire, et des stars telles que MIC Flammez, Black T ont émerveillé le public au cours du concert dans la soirée.

Cette campagne de sensibilisation et d'éducation à la citoyenneté à l'endroit des habitants dans les différents quartiers se déroule pendant huit week-ends.

Koffivi K. AGBETOU